

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-gouvernement-argentin-presse-les-compagnies-petrolieres-d-investir-dans-l-exploration>

Le gouvernement argentin presse les compagnies pétrolières d'investir dans l'exploration

- Argentine - Économie - Hydrocarbures -
Date de mise en ligne : dimanche 9 avril 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le ministre Julio de Vido a établi une liste, zone par zone, des compagnies pétrolières qui ont investi ou non dans l'exploration de nouveaux gisements. Ce qui ouvre le chemin vers la remise en cause des concessions pour non respect du contrat, pour celles qui n'ont pas investi pour maintenir les réserves.

D'après Pagina12, article de Cledis Candelaresi

Dans le collimateur, on trouve Repsol YPF, Chevron et Petrobras, qui affichent dans certaines zones une baisse des réserves de 20%, alors que durant la même période d'autres compagnies ont les faites progresser de 50%. Des comparaisons menées puits par puits qui sonnent comme un rappel à l'ordre, avec le risque de perdre la concession pour celles qui ne respectent pas leurs engagements. Alors que Total, Pan American Energy, Wintershall y Oxi semblent avoir tenu la ligne. Au terme de la concession - la majeure partie des contrats arrive à échéance entre 2016-2017- les compagnies devront répondre des réserves consommées. Principale préoccupation du gouvernement, le gaz, qui tient un rôle central dans la maîtrise énergétique du pays, et dont la production baisse dangereusement. Par exemple, à Lomo de Lata, le plus important gisement du pays, exploité par Repsol, l'engagement pris d'investir quelque 3.5 milliards de dollars dans son développement ne fut que partiellement tenu. C'est ainsi que l'Argentine risque de connaître une crise énergétique grave faute de gaz. Au début des années 90, l'Argentine détenait des réserves de gaz pour 35 ans, un horizon qui s'est réduit aujourd'hui à moins de dix ans, alors que la demande ne cesse de croître. Ce qui augmente la dépendance du pays vis à vis du gaz bolivien. La proportion de puits en exploitation est de moitié par rapport à l'époque où l'exploitation était menée par la compagnie d'état YPF. Les exploitants privés se justifient en invoquant des prix trop bas pour pouvoir mener à bien des investissements, considérés comme risqués. Entre 1998 et 2004, la production de pétrole a baissé de 17,3 % et les réserves de 19,3%. Pour ce qui est du gaz, les réserves ont baissé de 28 % entre 2000 y 2004. Il faut prendre en compte que les zones de production exploitées aujourd'hui représentent 32% du "total prospectable" dans le pays. C'est à dire que 68% de la superficie des 24 bassins qui existent dans le pays n'ont pas été explorés. En attendant que la compagnie d'état Enarsa s'associe avec des financiers pour mener à bien de nouvelles explorations, la politique officielle veut obliger les actuels concessionnaires à faire des efforts pour répondre à la demande. A la clé une nouvelle loi sur les hydrocarbures reconnaissant aux provinces la propriété du sous-sol, et mentionnant l'obligation pour le concessionnaire d'investir aussi dans l'exploration de gisements. Le gouvernement a accompagné cela de quelques avantages fiscaux. Ce qui n'a pas suscité pour autant la mobilisation des compagnies. La menace de leur retirer les concessions faute d'investissement sera peut être plus efficace.